

Thème : Fonctions sociales des groupements de femmes dans la commune de Dogbo au Bénin

Par DOTE Kanae

Résumé

Au sud-ouest du Bénin, dans la commune de Dogbo, les femmes participent activement aux groupements féminins mais les bénéfices réalisés sont faibles par rapport aux efforts fournis par les membres. Ce que nous conduit à la question de recherche : Qu'est ce qui motive réellement les femmes à participer aux activités de groupements féminins ? Dans cette commune, les motivations sociales constituent le pivot de la participation des femmes aux groupements féminins. Le groupement est beaucoup plus un lieu d'apprentissage qu'un outil d'amélioration de revenus : autonomie d'expression, d'action, développement de la confiance en soi. L'étude conclue que le groupement féminin est un vecteur d'autonomisation des femmes rurales dans les dimensions sociale, culturelle et politique.

Mots clé

Groupeement de femme, Autonomisation des femmes, *empowerment*, Activité génératrice de revenue.

1 INTRODUCTION

D'une manière générale, les femmes rurales en Afrique n'ont pas d'emploi stable ni d'accès facile au crédit. La terre qu'elles cultivent est souvent obtenue de leur époux. Elles continuent de subir les effets des héritages culturels et, parfois, des courants religieux favorisant un complexe d'infériorité et un manque de confiance en soi. Ainsi, **Attanasso** explique que dans les pays en voie de développement, près de 570 millions de femmes résident à la campagne, soit 60 % de la population rurale, et vivent en deçà du seuil de la pauvreté (Attanasso, 2004, p.41).

Il faut relever que, bien que les activités économiques qu'elles exercent individuellement soient plus rémunératrices, celles-ci continuent leur participation aux groupements. Ceci nous conduit aux questions de recherche suivantes :

- Qu'est ce qui motive réellement les femmes à participer aux activités de groupements féminins ?
- L'appartenance au groupement influence-t-elle leur mode de vie ?

En rapport avec ces questions, deux hypothèses de recherche ont été formulées :

- **les femmes membres d'un groupement de Dogbo accordent plus d'importance aux motivations sociales qu'aux motivations économiques ;**
- **l'appartenance des femmes de Dogbo aux groupements féminins produit des changements de comportement chez ces dernières.**

Selon **Piroux**, les associations de femmes sont devenues « *une réalité incontournable de l'idéologie du développement* » (Piroux, 2000, p.2). Mais, elle note qu'en Afrique, la recherche sur les associations de femmes en milieu rural reste un domaine moins exploité par rapport à celles du milieu urbain. Les rôles des groupements féminins, comme acteur de l'économie sociale et solidaire en milieu rural nous paraissent faiblement abordés dans les études réalisées jusqu'ici. C'est ce manque d'information scientifique que notre étude tente de combler en se focalisant sur les fonctions sociales des groupements de femmes dans la commune de Dogbo au Bénin. Preuve que l'économie sociale et solidaire peut garder sa place dans un environnement dominé par le néolibéralisme.

2 Cadre conceptuel et revue de littérature

2.1 Clarification des concepts

2.1.1 Economie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire contient deux concepts : l'économie sociale et l'économie solidaire. L'émergence de l'économie sociale remonte au début du 19^{ème} siècle avec le développement du système capitaliste industriel en Europe. Ce dernier a apporté d'importants changements aux systèmes de production représentés par la division du travail et la production de masse. Plus les détenteurs des capitaux poursuivaient du profit, plus les ouvriers étaient traités comme un objet et leur vie rendue plus difficile. Face à cette situation, de multiples théories et pratiques se sont succédés telles que les utopies sociétales, le socialisme christianisme. Les acteurs traditionnels de l'économie sociale sont des syndicats ou

association des ouvriers, des entreprises mutualistes ou des coopératives. Ils visent à donner des emplois formels aux ouvriers.

Au 20^{ème} siècle, le concept de l'économie sociale ne se limite pas à la protection des ouvriers. Selon **Defourny** et al., « l'économie sociale regroupe les activités économiques exercées par des sociétés, principalement coopératives, des mutualités et des associations » (Defourny et al., 1999, p.38). Ces acteurs fonctionnent en se basant sur les principes suivants :

1. finalité de service aux membres ou à la collectivité plus tôt que profit ;
2. autonomie de gestion ;
3. processus de décision démocratique ;
4. primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.

L'économie solidaire est donc un concept un peu plus nouveau. Dans les années quatre-vingt du 20^{ème} siècle, avec l'introduction de l'économie néo-libérale promouvant la privatisation, la libéralisation de l'économie, la dégradation de la société a été aggravée. Les couches pauvres ont été marginalisées davantage et l'écart entre riches et pauvres a augmenté. Pour surmonter cette distorsion sociale, l'économie solidaire, dont la finalité est la solidarité, a vu le jour. Ces deux concepts regroupés est ce que nous appelons l'économie sociale et solidaire. **Lipietz** dit que le social, « c'est de faire qu'il n'y ait plus de pauvre et que tout le monde s'occupe les uns des autres » (Lipietz, 23 février 2002, Intervention). Il l'appelle aussi le troisième secteur en le distinguant du secteur public et du marché. **Baron** affirme que le transfert du concept d'économie solidaire en Afrique francophone présente des paradoxes et atouts. Ainsi, en contexte africain l'économie sociale renvoie

« à toutes ces initiatives d'acteurs socio-économiques (parfois en voie de marginalisation) qui décident de prendre en main la satisfaction de certains de leurs besoins économiques et sociaux. Ces initiatives tentent de concilier l'efficacité économique, la démocratie et la solidarité. Elles reposent sur des valeurs fortes de services aux membres, d'humanisme, de solidarité, d'entraide mutuelle, plutôt que de recherche de profit » (Soulama Souleymane, cité par Baron, 2007, p.332) .

2.1.2 Empowerment

Ce mot est traduit en français parfois par l'acquisition du pouvoir ou l'autonomisation. C'est un état où une personne, autrefois considérée comme socialement faible, arrive à acquérir le pouvoir pour être autonome. Vers les années 80, à la suite de l'émergence de l'approche Genre et Développement (GED), le concept d' « *empowerment* » commence à être appliqué par les chercheurs et les praticiens du développement (Kawano, 2003, p.41). **Mendell** observe que « L'*empowerment* fait référence à l'obtention ou au regain de son propre pouvoir ou à la délivrance du pouvoir à quelqu'un d'autre » (Mendell, 2010, p.1). Nous pouvons dire que l'*empowerment* renvoie au fait que les personnes considérées comme faibles acquièrent le pouvoir nécessaire pour changer leur situation de vie par elles-mêmes en transformant la relation de pouvoir sociale. Ainsi, le changement est le terme clé qui caractérise l'*empowerment* et on le retrouve souvent dans les groupements de femmes.

2.2 Revue de littérature

Certaines études sur les groupements de femmes indiquent que les revenus générés sont faibles et leurs activités centrées sur l'entraide sociale (Fournier et al., 2001, p.7).

A l'occasion de la Journée de la Femme, le 08 mars 2010, **Attanasso** a fait une conférence sur l'autonomisation de la femme au Bénin. Dans son intervention, après avoir montré la réalité de l'inégalité selon le sexe au Bénin, elle a abordé l'autonomie des femmes. Elle a reconnu la complexité de la notion de l'autonomisation de la femme, et a tenté de l'expliquer de plusieurs manières. Selon elle, « l'autonomisation des femmes signifie l'accroissement de leur force sociale, politique, économique et spirituelle, tant sur le plan individuel que collectif, ainsi que l'élimination des obstacles qui pénalisent les femmes et les empêchent d'être pleinement intégrées dans les divers secteurs de la société. » (Attanasso, 2010, p.5). Elle a fait l'état des lieux sur les inégalités entre sexes au Bénin, en se levant certains indicateurs comme, la répartition des taux d'achèvement scolaire par département et par sexe. L'écart entre garçons et filles varie selon les départements. Par exemple, dans l'Ouémé, c'est 19,96% ; dans le Littoral, 1,88% (le taux le plus bas). Celui du département de Couffo s'élève à 37,26% (taux d'achèvement pour les garçons : 93,96%, pour les filles : 56,70%), qui est le chiffre le plus élevé parmi les 12 départements au Bénin de 2006 à 2007. Cela constitue un des éléments qui a attiré notre attention sur le département du Couffo lors du choix du site de la recherche.

Pour **Piroux**, les associations de femmes sont devenues « une réalité incontournable de l'idéologie du développement » (Piroux, 2000, p.2). Toutefois, elle souligne qu'en Afrique, la recherche sur les associations de femmes en milieu rural reste un domaine moins exploité par rapport à celles du milieu urbain. En effet, les femmes d'Afrique de l'Ouest ont une tradition d'association et de création de réseaux d'entraide et de solidarité. Elles ont commencé à chercher des reconnaissances sociales et institutionnelles, des financements extérieurs, et les partenariats avec les organisations de développement suite à la crise socio-économique aggravée, qui s'est accompagnée d'un désengagement de l'Etat. L'auteur se demande si les associations de femmes peuvent être une alternative qui permette d'amener le changement aux femmes. Dans cette optique, elle met en évidence les statuts et les rôles des femmes, de même que les effets des transformations du monde rural sur les rapports de genre en présentant les relations entre un groupement de femmes rurales et une ONG urbaine au Sénégal. Elle en conclut que les femmes « ne sont ni victimes, ni rebelles » (Piroux, 2000, p.16) et que le groupement de femmes est une sorte d'espace de liberté où les femmes manifestent leur individualité. Son travail a éclairé la présente recherche sur l'aspect social des groupements de femmes.

D'autres travaux, conduits par **Fournier, Muchnik et Requier-Desjardins**, se rapportent à des groupements de femmes transformant le gari¹ et l'huile de palme du Bénin aboutissent à des résultats très édifiants. Ces auteurs pensent que les organisations de transformation des produits agricoles reposent généralement sur la confiance entre les membres. Surtout pour les filières gari et huile de palme, les productrices préfèrent travailler en famille à cause de la forte concurrence. Les résultats de leur étude montrent que la transformation individuelle domine encore largement (Fournier et al., 2001, p.7) en comparant avec celle des groupements de femmes de ces filières. Ils font remarquer qu'une femme participe 2 à 4 jours

¹ Les aliments transformés à base de manioc

par mois aux activités en groupe. Mais ils mentionnent que celles-ci souhaitent participer aux activités du groupement pour bénéficier des prêts ou des subventions. Ils ont également signalé que le rôle du groupement de femmes est limité sur le plan de la production, mais important en termes de diffusion et d'échange des pratiques.

Fromageot, Parent et Coppieters font remarquer que les femmes sont au cœur des projets de développement depuis les années quatre-vingt et que ces actions sont marquées notamment par la diffusion des microfinances aux activités féminines. Ils ont observé l'activité maraîchère qui a permis aux femmes d'avoir des revenus, ce qui a fait que la charge des premiers soins de santé primaire a été transférée des hommes aux femmes. Les auteurs affirment que « l'indépendance financière relative des maraîchères ne leur donne pas pour autant une autonomie pour assurer leurs nouvelles charges collectives. Ces décalages rappellent l'intérêt d'une acception plurielle et complexe de la notion d'empowerment en promotion de la santé. » (Fromageot et al., 2005, p.63). Ils reconnaissent que le maraîchage accorde de nouvelles capacités aux femmes, mais, elles demeurent sous les contraintes des organisations sociales et économiques. Ils perçoivent la limite de l'*empowerment* créé par l'activité génératrice de revenus.

Charmes mentionne également que la promotion d'activités génératrices de revenus est devenue l'objectif de nombre de projets de développement ou d'actions d'ONG. L'auteur souligne que « l'*empowerment* n'est pas une résultante obligée de l'acquisition de revenus personnels » (Charmes, 2005, pp.5-6) en se référant aux travaux de Fromageot, Parent et Coppieters. Ce point de vue est important pour mener notre étude. Cela a permis de prendre en compte le fait que l'aspect économique n'est pas toujours une condition sine qua non pour l'*empowerment*.

Le travail réalisé par **Charlier** nous a beaucoup édifié par rapport au concept de l'*empowerment*. Il s'intéresse à l'impact de la participation des femmes à l'économie solidaire sur l'*empowerment* dans la région andine en Bolivie. Ce travail est parti de la question suivante : *A quelles conditions la participation à un réseau d'économie solidaire permet-elle aux femmes d'augmenter leur « empowerment » (pouvoir social, économique et politique) et ainsi de lutter contre la vulnérabilité ?* Elle suppose qu'en participant à l'économie sociale, les femmes peuvent augmenter leur « *empoderamiento* » (*empowerment*). L'auteur a préféré utiliser ce terme en espagnol car, selon elle, cela ne peut pas être traduit en français. Elle précise qu'il s'agit du « *pouvoir social, économique et politique* ». En plus, elle appréhende la notion de « pouvoir » en se basant sur l'approche de Foucault. Elle catégorise le pouvoir en quatre (4) degrés, c'est-à-dire le pouvoir intérieur, le pouvoir de, le pouvoir avec, le pouvoir sur. Elle résume la notion d'« *empoderamiento et pouvoir* » comme « la capacité des individus ou d'une communauté à prévoir, contrôler et participer au développement de son propre environnement, le processus par lequel des individus et/ou des communautés acquièrent la capacité, les conditions de prendre un tel pouvoir, et d'être acteurs dans la transformation de leur vie et de leur environnement » (Charlier, 2005, pp.5-6).

Tous ces auteurs relèvent que l'évaluation d'*empowerment* dépend du contexte socioculturel de chaque pays, chaque région et qu'il n'y a pas de manière universelle pour mesurer l'*empowerment*. A cet égard, nous ne prétendons pas de mesurer l'*empowerment* dans notre

travail, mais nous osons vérifier s'il y a eu des changements au niveau des femmes à travers l'activité de groupement.

Asano évoque également qu'il y a un écart entre l'image supposée des femmes rurales dans les projets de développement et les femmes réelles qu'elle a rencontrées lors de sa recherche au Burkina Faso. Dans ses recherches antérieures, elle avait défini l'*empowerment* comme un processus consistant à transformer les consciences qui existaient dans la communauté à travers plusieurs types de changements provoqués par les activités menés par les membres (Asano, 2006, p.66). Mais, après avoir vécu un (1) an d'expérience en milieu rural au Burkina Faso en compagnie des femmes africaines lors de sa recherche, cette chercheuse japonaise a commencé à avoir un doute sur l'image longtemps faite des femmes africaines en milieu rural engagées dans des projets de développement. Elle révèle qu'il y a toujours un *gap* entre l'intention du bailleur d'un projet et l'intérêt des femmes qui sont bénéficiaires du projet (Asano, 2008, p.18). Ce doute a aiguë notre curiosité quant à la formulation des hypothèses de notre présente contribution.

3 Approche méthodologique

3.1 Nature de la recherche

Notre recherche a des aspects qualitatif et quantitatif. Nous avons adapté comme outil de collecte des données les enquêtes par questionnaires.

3.1.1 Lieu et Période de l'enquête sur le terrain

Notre enquête sur le terrain s'est déroulée en deux (2) étapes, à savoir, la pré-enquête et l'enquête dans la Commune de Dogbo, dans le département du Couffo, plus précisément, dans l'arrondissement de Tota, dans les quartiers Houédjamè, Tota et Zaphi II.

La pré-enquête s'est déroulée du 08 août au 19 septembre 2011. Nous avons pris les premiers contacts avec les personnes ressources, quatorze (14) groupements de femmes et une association des groupements de femmes qui mènent différentes activités génératrices de revenus. La deuxième étape, l'enquête proprement dite s'est déroulée du 28 février au 22 mars 2012, y compris deux (2) jours de pré-test de questionnaire, à savoir, les 2 et 4 mars 2012.

3.1.2 L'échantillonnage

Identification du groupe cible

Nous avons choisi comme groupe cible pour l'enquête par questionnaire, les femmes membres. Nous avons également procédé à une enquête par questionnaire à l'endroit de leurs époux puisque ce sont eux qui peuvent sentir des changements autour d'elles afin d'approfondir et comparer les informations obtenues auprès des femmes membres.

Etant donné que nous ne pouvons pas mener nos enquêtes auprès de toutes les femmes de Dogbo en raison des contraintes matérielles et financières, nous avons déterminé un échantillon.

Présentation des groupements de femmes enquêtés

Dans le cadre de notre enquête, nous avons choisi treize (13) groupements de femmes membres d'une coopérative appelée COFREPA (Coopérative des Femmes Revendeuses des Produits Agricoles), qui se situe dans la Commune de Dogbo.

Tableau 1 : Liste des groupements de femmes

Villages	Noms des groupements	Activités	Années de création	Enregistrement au CeCPA ²	Effectifs (a)	Enquêtés		% (b/a)
						Femmes (b)	Époux	
Tota	TONGNINVIADJI	Huile de palme, gari	2009	en cours	22	6	3	27%
Tota	AYAVO	Gari, tapioca	2007	pas encore	8	3	1	38%
Tota	NOUAGNON	Gari, tapioca, vente d'arachide	2005	pas encore	30	7	5	23%
Tota	ACHILACHIME	Banque de céréales	1987	enregistré	12	3	3	25%
Tota	LONNAVA	Banque de céréales	1987	en cours	7	5	0	71%
Zaphi II	ELAVAGNON	Biscuit de manioc	1994	enregistré	7	3	2	43%
Houédjamè	ALOYWE	Gari, nettoyage	1995	en cours	40	6	2	15%
Houédjamè	NOULAGNON	Huile de palme	2005	en cours	17	3	3	18%
Houédjamè	OMOULONMOUN	Huile de palme	2010	enregistré	9	3	3	33%
Houédjamè	AGBEGNIGAN	Huile de palme	2004	enregistré	9	2	1	22%
Houédjamè	LONLONGNON	Panier, charbon	2008	enregistré	15	3	1	20%
Houédjamè	FAFADJI	Fromage en Soja	2005	pas encore	35	9	7	26%
Houédjamè	AGBEMIANON AWANONVI	Gari, fumage de poissons	2000	enregistré	23	8	5	35%
TOTAL					234	61	36	26%

Méthode d'échantillonnage

Dans notre enquête, nous avons appliqué l'échantillonnage non probabiliste (Tableau 1). Car tout d'abord, il est presque impossible de connaître la population mère, à savoir le nombre exact des groupements de femmes qui existent dans la commune de Dogbo. Lorsqu'un groupement de femmes est en train de naître, un autre groupement de femmes est en train de disparaître. Même le CeCPA ne dispose pas d'une liste complète des groupements de femmes. A cet effet, l'échantillonnage probabiliste serait difficile à appliquer dans notre recherche. En plus, l'objectif de notre recherche consiste à mettre en relief les nouveaux aspects des groupements de femmes et à valoriser les fonctions des groupements de femmes en milieu rural. Dans ce cadre, l'échantillonnage non probabiliste est valable pour notre recherche.

Pour cibler les femmes membres et administrer le questionnaire, nous avons annoncé la date, l'heure et le lieu de rencontre aux responsables des 13 groupements mentionnés ci-dessus et avons enquêté les femmes qui se sont réunies les jours convenus. Nous avons choisi les époux

² Centre Communal de Production Agricole de Dogbo, qui est chargé d'encadrer les groupements de producteurs et de productrices au Bénin.

dont les femmes membres ont été déjà enquêtées. Nous avons aussi fait un choix raisonné. L'échantillon est constitué d'environ un quart (1/4) de l'effectif total des femmes membres des groupements ciblés. Cela donne un nombre de 61 femmes. En plus de ces femmes, 36 époux ont répondu aux questions les concernant (Tableau 2).

Tableau 2 : Composition de l'échantillon

Groupes cibles	Echantillonnage			Méthodes d'échantillonnage	Outils
	Prévus	Enquêtés	%		
Femmes membres	61	61	100%	Raisonnée	Questionnaire
Responsables des groupements de femmes	13	8	61%	Raisonnée	Guide d'entretien
Epoux des femmes membres	50	36	72%	Raisonnée	Questionnaire

3.1.3 La procédure d'enquête par questionnaire

Les personnes ont été enquêtées une à une. Nous avons d'abord posé des questions en français, et après, l'interprète les a traduites en langue *adja*. Ensuite, la personne enquêtée répond en *adja*, et l'interprète traduit en français. Puis, nous avons rempli le questionnaire en français. Pour les personnes comprenant le français, nous avons procédé directement en français. De plus, pour accélérer notre enquête par questionnaire deux enquêteurs qui comprennent *adja* ont participé à notre enquête par questionnaire pendant quatre (4) jours. Dans ce cas-là, ils ont procédé à l'enquête par questionnaire juste en *adja* et ont rempli le questionnaire en français. Lors de l'exécution de l'enquête par questionnaire, nous avons pris séparément les conjoints des couples pour qu'aucune influence ne soit exercée sur les épouses et vice-versa.

4 Résultats

4.1 Vérification de l'hypothèse n°1: *Les femmes membres des groupements de Dogbo accordent plus d'importance aux motivations sociales qu'aux motivations économiques.*

Le tableau 3 montre que la durée d'adhésion au groupement de femmes est assez variée : elle va de 1 à 3 ans pour 23% des femmes, de 10 à 12 ans pour 21%, de 4 à 6 ans pour 20% et enfin de 16 à 18 ans pour 18% d'entre elles. Une seule femme dépasse 19 ans d'adhésion. La part des femmes qui participent aux groupements depuis plus de 10 ans est de 48%. Cette continuité de participation montre l'importance des groupements dans la vie des femmes.

Tableau 3 : Durée d'adhésion au groupement de femmes

Durée (année)	Fréquence	Pourcentage
1 à 3	14	23%
4 à 6	12	20%
7 à 9	6	10%
10 à 12	13	21%
13 à 15	4	7%
16 à 18	11	18%
19 et plus	1	2%
Total	61	100%

Le tableau 4 affiche les raisons de l'adhésion des femmes aux groupements. En effet, le choix 1 (*Pour augmenter le revenu à travers l'AGR*), le choix 2 (*Avoir du soutien financier et technique de l'extérieur*), le choix 3 (*Améliorer la technique de la transformation agricole*) sont catégorisés dans les motivations économiques. Le choix 4 (*Pour faire connaissance avec des gens*), le choix 5 (*Pour l'entraide entre les membres*), et le choix 6 (*Se développer ensemble*) sont classés dans les motivations sociales. Le choix 7 (*Autres*) est réservé à la réponse ouverte au cas où l'enquêté ne trouve pas son choix parmi les 6 mentionnées. En analysant le contenu, nous avons examiné si cette réponse peut être catégorisée dans les motivations économiques ou les motivations sociales.

Tableau 4 : Raisons d'adhésion aux groupements de femmes

Choix	1ère raison				2ème raison				3ème raison			
	Fréquence	%	Fréquence Accumulée	%	Fréquence	%	Fréquence Accumulée	%	Fréquence	%	Fréquence Accumulée	%
1	16	26%	24	39%	16	26%	31	51%	15	25%	29	48%
2	8	13%			10	16%			8	13%		
3	0	0%			5	8%			6	10%		
4	3	5%	37	61%	2	3%	30	49%	9	15%	31	52%
5	17	28%			16	26%			14	23%		
6	17	28%			12	20%			7	12%		
7	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	2%		
Total	61	100%	61	100%	61	100%	61	100%	60	100%		100%

Choix 1) Pour augmenter le revenu à travers l'AGR
 Choix 2) Avoir du soutien financier et technique de l'extérieur
 Choix 3) Améliorer la technique de la transformation agricole
 Choix 4) Pour faire connaissance avec des gens
 Choix 5) Pour l'entraide entre les membres
 Choix 6) Se développer ensemble
 Choix 7) Autres

L'addition des fréquences des choix 1, 2 et 3 pour la première raison, nous relève que la somme s'élève à 39% et celle des choix 4, 5 et 6 s'élève à 61% chez les femmes. Cela veut dire que 61% des femmes ont mis l'accent sur les motivations sociales. Nous pouvons

considérer que les motivations sociales sont dominantes pour la première raison d'adhésion. Pour la deuxième raison, 51% et 49% successivement, et pour la troisième raison, 48 % et 50 %. En plus, il y avait un seul choix7, (à savoir « *lutter contre la misère* ». Nous avons alors catégorisé cette réponse dans les motivations sociales. Donc, les motivations sociales comptent pour 52 %. Pour les deuxième et troisième raisons, les niveaux de motivations sociales et économiques sont à peu près les mêmes.

En regardant l'analyse effectuée dans les paragraphes, nous concluons que les femmes membres accordent de l'importance aux motivations sociales plutôt qu'aux motivations économiques pour leur participation. **L'hypothèse n°1 est confirmée.**

100% des époux ont répondu qu'ils sont d'accord pour l'adhésion de leurs épouses aux groupements féminins. Nous avons demandé les raisons de leur consentement en se basant sur les 7 choix que nous avons utilisés pour les femmes.

L'addition des fréquences des choix 1, 2 et 3 pour la première raison, nous relève que la somme s'élève à 72% et celle des choix 4, 5 et 6 s'élève à 28% chez les époux (Tableau 5). Cela montre que 72% des époux ont mis l'accent sur les motivations économiques, contrairement à leurs femmes. Pour les deuxième et troisième raisons nous avons presque les même taux.

Tableau 5 : Raisons du consentement des époux à l'adhésion de leurs épouses aux groupements

Choix	1ère raison d'adhésion				2ème raison d'adhésion				3ème raison d'adhésion			
	Fréquence	%	Fréquence accumulée	%	Fréquence	%	Fréquence accumulée	%	Fréquence	%	Fréquence accumulée	%
1	15	42%	26	72%	11	31%	20	56%	6	17%	19	54%
2	9	25%			5	14%			10	29%		
3	2	6%			4	11%			3	9%		
4	1	3%	10	28%	1	3%	16	44%	2	6%	16	46%
5	4	11%			7	19%			9	26%		
6	4	11%			8	22%			5	14%		
7	1	3%			0	0%			0	0%		
Total	36	100%	36	100%	36	100%	36	100%	35	100%	35	100%

4.2 Vérification de l'hypothèse n°2 : L'appartenance des femmes de Dogbo aux groupements féminins produit des changements de comportement chez ces dernières.

Nous allons ensuite effectuer l'étude concernant des changements autour des femmes membres dans cette section. Selon notre enquête, 97% des femmes et 100% des époux ont reconnu des changements, à part celui sur le revenu, depuis leur participation aux activités du groupement féminin (Tableau 6).

4.2.1 Changements du mode de vie des femmes

Tableau 6 : Existence de changements à part l'augmentation du revenu

Réponse	Femme		Époux	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
Oui	59	97%	36	100%
Non	2	3%	0	0%
Total	61	100%	36	100%

Nous avons ensuite identifié ces changements constatés par les femmes elles-mêmes et observés par leurs époux à trois niveaux, à savoir : au plan personnel, dans le foyer, et au niveau du village.

- **Changements personnels**

Nous avons demandé à 59 femmes et 36 époux, qui ont reconnues des changements, de spécifier ces changements personnels parmi les six (6) choix ci-dessous. Le choix 7 est une réponse ouverte. Il s'agit d'une question à réponses multiples.

Tableau 7: Changements personnels

Choix	Femme		Époux	
	Fréquence	% (sur 59)	Fréquence	% (sur 36)
1) Amélioration de la technique de transformation des produits agricoles	49	83%	29	81%
2) Etre alphabétisée	6	10%	6	17%
3) Savoir calculer	8	14%	10	28%
4) Amélioration du savoir-vivre	57	97%	32	89%
5) Augmentation de la fréquence des déplacements	11	19%	6	17%
6) Avoir la satisfaction morale	53	90%	28	78%
7) Autre	1	2%	0	0%

Parmi les sept choix, le choix 1 (Amélioration de la technique de transformation des produits agricoles), le choix 4 (Amélioration du savoir-vivre), et le choix 6 (Avoir la satisfaction morale) ont été sélectionnés par la majorité de femmes et leur époux (Tableau 7). Ces trois changements ne se figurent pas indépendamment. Parce qu'il y a « l'amélioration de la technique de transformation des produits agricoles » et/ou « l'amélioration du savoir-vivre », les femmes peuvent avoir la satisfaction morale. Plusieurs époux ont témoigné que leurs épouses ont le moral haut et sont de bonne humeur après les activités de groupements.

Les femmes et leurs époux ont choisi un changement, le plus important de la liste : 47% des femmes et 67% de leurs époux ont choisi « l'amélioration de savoir-vivre » (Tableau 8). Voici quelques propos des femmes par rapport à l'amélioration de savoir-vivre :

« Avant, je n'arrivais pas à rester avec les gens car j'avais honte. Maintenant, j'ai appris à rester en société et je sais me comporter. » ; « J'ai appris à pardonner et à faire obéir mes enfants. »

La participation au groupement permet le renforcement de l'autorité de la femme dans son ménage. L'amélioration du savoir vivre des femmes et le renforcement de leur autorité dans leur ménage facilitent leur ouverture, leur rapprochement et l'adaptation au monde extérieur. Ce qui contribue à leur épanouissement.

Les époux confirment ces changements en donnant quelques explications :

« Avant elle ne savait pas parler devant les gens. Maintenant, elle sait parler. Elle a changé de langage, il n'y a plus de bagarre à la maison. Après le dîner, elle communique avec sa coépouse et ses enfants et elles s'échangent des idées. Elle a acquis l'esprit coopératif. Avant, un petit problème amène des conflits, maintenant ce n'est plus le cas. »

Cela prouve que la participation au groupement de femmes a un effet sur les comportements des femmes. Les femmes améliorent leur capacité de communication avec les autres. Dans notre échantillon, un époux a affirmé que l'attitude de son épouse est devenue arrogante après son adhésion au groupement. Cela pourrait être aussi un des effets de la participation aux groupements et de la liberté d'expression.

Tableau 8 : Changement le plus important pour les femmes au niveau personnel

Choix	Femme		Époux	
	Fréquence	%	Fréquence	%
1) Amélioration de la technique de transformation des produits agricoles	12	20%	2	6%
2) Etre alphabétisée	3	5%	0	0%
3) Savoir calculer	0	0%	2	6%
4) Amélioration du savoir-vivre	28	47%	24	67%
5) Augmentation de la fréquence des déplacements	1	2%	1	3%
6) Avoir la satisfaction morale	15	25%	7	19%
7) Autre	0	0%	0	0%
Total	59	100%	36	100%

4.2.2 Changements au niveau du foyer

Nous avons ensuite enquêté le même échantillon, 59 femmes et 36 époux pour identifier les changements intervenus chez les femmes au niveau du foyer. Le choix 9 est une réponse ouverte. Parmi les 9 choix proposés, le choix 1 « Donner des conseils aux enfants » (93%), le choix 2 « Obtenir la confiance ou le respect de la part de l'époux » (71%), le choix 3 « Pouvoir bien gérer les dépenses ménagères » (68%) et le choix 4 « Pouvoir bien gérer les conflits familiaux » (71%) ont été opérés par la majorité de femmes (Tableau 9).

En ce qui concerne leurs époux aussi, le choix 1(86%), le choix 2 (97%), le choix 3(89%) et le choix 4 (64%) ont été effectués par la majorité. Le choix7 « Prendre la parole aux réunions familiales » (50%) et le choix 8 « Participer aux décisions lors des réunions familiales » (53%) sont également faits par la majorité des époux. Cela signifie que les époux observent les changements de leurs épouses lors des réunions familiales même si elles même n'en sont pas conscientes. Il faut noter que presque tous les époux ont augmenté la confiance et le

respect envers leurs épouses. Nous pouvons dire que la supériorité des époux vis-à-vis des épouses dans le foyer a été soulagée à travers la participation des femmes aux groupements.

Tableau 9 : Changements chez les femmes au niveau du foyer

Choix	Femme		Époux	
	Fréquence	%(sur 59)	Fréquence	% (sur 36)
1) Donner des conseils aux enfants	55	93%	31	86%
2) Obtenir la confiance ou le respect de la part de l'époux	42	71%	35	97%
3) Pouvoir bien gérer les dépenses ménagères	40	68%	32	89%
4) Pouvoir bien gérer les conflits familiaux	42	71%	23	64%
5) Décider avec l'époux de la scolarisation d'un enfant	22	37%	17	47%
6) Décider avec l'époux du métier qu'un enfant doit apprendre	14	24%	16	44%
7) Prendre la parole aux réunions familiales	23	39%	18	50%
8) Participer aux décisions lors des réunions familiales	17	29%	19	53%
9) Autres	1	2%	0	0%

Tableau 10 : Changement le plus important au niveau du foyer

Choix	Femme		Époux	
	Fréquence	% (sur 59)	Fréquence	% (sur 36)
1) Donner des conseils aux enfants	17	29%	3	8%
2) Obtenir la confiance ou le respect de la part de l'époux	20	34%	11	31%
3) Pouvoir bien gérer les dépenses ménagères	11	19%	14	39%
4) Pouvoir bien gérer les conflits familiaux	9	15%	3	8%
5) Décider avec l'époux de la scolarisation d'un enfant	0	0%	4	11%
6) Décider avec l'époux du métier qu'un enfant doit apprendre	0	0%	0	0%
7) Prendre la parole aux réunions familiales	1	2%	0	0%
8) Participer aux décisions lors des réunions familiales	0	0%	1	3%
9) Autres	1	2%	0	0%
Total	59	100%	36	100%

Le tableau 10 présente le changement le plus important chez les femmes. Les choix ont été effectués d'une manière variée. «*Obtenir la confiance ou le respect de la part de l'époux* » pour les femmes (34%) et «*pouvoir bien gérer les dépenses ménagères* » pour les époux (39%) ont été le plus choisis.

4.2.3 Changements au niveau du village

Enfin, nous avons demandé aux 59 femmes et à leurs époux 36 de dire les changements observés chez ces dernières au niveau de la localité. C'est aussi une question à réponses multiples parmi les 12 choix. Le choix 12 est une réponse ouverte.

Le tableau 11 explique que les femmes et les hommes ont une même tendance sur les choix. Parmi les douze (12) choix, le choix 1 « être reconnue dans le village » a été retenu par 93% des femmes et 97% des époux. Le choix 2 « obtenir le respect des autres » est effectué par 69% des femmes et 86% des époux, le choix 3 « prendre la parole aux réunions du village » a été sélectionné par 58% des femmes et 75% des époux, le choix 4 « participer à la décision aux réunions du village » a été opéré par 66% des femmes et 67% des époux. Le choix 11 « contribuer au développement du village » a été réalisé par 73% des femmes et 75% des époux. Lorsque nous demandons « dans quelles mesures, le groupement contribue au développement de la localité », la majorité des femmes ont répondu qu'elles contribuent en payant la taxe lors de la vente au marché et en faisant la campagne de salubrité et de vaccination. Et plus, il y avait une opinion expliquant que leur localité était reconnue par des partenaires techniques et financiers extérieurs grâce à la présence de leurs groupements et que c'est une contribution au développement de la localité.

Tableau 11 : Changements des femmes au niveau de la localité

Choix	Femme		Époux	
	Fréquence	% (sur 59)	Fréquence	% (sur 36)
1) Etre reconnue dans le village	55	93%	35	97%
2) Obtenir le respect des autres	41	69%	31	86%
3) Prendre la parole aux réunions du village	34	58%	27	75%
4) Participer à la décision aux réunions du village	39	66%	24	67%
5) Prendre la parole aux réunions d'arrondissement	14	24%	17	47%
6) Participer à la décision aux réunions d'arrondissement	8	14%	10	28%
7) Prendre la parole aux réunions de la commune	7	12%	15	42%
8) Participer à la décision aux réunions de la commune	7	12%	7	19%
9) Voter aux élections	0	0%	1	3%
10) Etre candidate aux élections	1	2%	1	3%
11) Contribuer au développement du village	43	73%	27	75%
12) Autres	0	0%	0	0%

Le faible taux de réponse sur le choix 9 « voter aux élections » (0% pour les femmes, 1% pour les époux), ne signifie pas que les femmes ne votent pas. Les femmes avaient plutôt l'habitude de voter avant la participation aux groupements. Il y avait une femme qui a été candidate lors des élections communales.

Le choix du changement le plus important au niveau de la localité a montré à peu près la même tendance pour les femmes et leurs époux (Tableau 12).

Tableau 12 : Changement le plus important au niveau de la localité

Choix	Femme		Époux	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
1) Etre reconnue dans le village	19	32%	14	39%
2) Obtenir le respect des autres	21	36%	11	31%
3) Prendre la parole aux réunions du village	8	14%	3	8%
4) Participer à la décision aux réunions du village	1	2%	0	0%
5) Prendre la parole aux réunions d'arrondissement	0	0%	2	6%
6) Participer à la décision aux réunions d'arrondissement	0	0%	0	0%
7) Prendre la parole aux réunions de la commune	0	0%	0	0%
8) Participer à la décision aux réunions de la commune	0	0%	0	0%
9) Voter aux élections	8	14%	2	6%
10) Etre candidate aux élections	1	2%	0	0%
11) Contribuer au développement de la localité	1	2%	4	11%
Total	59	100%	36	100%

Le choix 2 « *obtenir le respect des autres* » a été placé en première place (36%), et le choix 1 « *être reconnue dans le village* » (32%), en deuxième place pour les femmes. Pour les époux le choix 1 occupe la première place (39%), et le choix 2 la deuxième (36%). Avec l'expérience de tenir de multiples réunions aux seins des groupements, elles ont appris à parler en public et elles arrivent à parler aux réunions de la localité. Plusieurs femmes témoignent qu'à cause de cela, elles ont été reconnues dans la localité et qu'il y a même des gens qui viennent solliciter des conseils auprès d'elles pour régler des problèmes personnels. Ce n'était pas le cas avant leur adhésion aux groupements. Cela donne la fierté aux femmes membres.

En regardant l'analyse effectuée, nous concluons qu'il y a des changements des comportements chez des femmes après avoir participé aux activités des groupements féminins. **L'hypothèse n°2 est confirmée.**

5 CONCLUSION

Dans la commune de Dogbo, les motivations sociales constituent le pivot de la participation des femmes aux groupements féminins. Pour les femmes rurales, en majorité non scolarisées, les groupements servent à faire épanouir leur vie personnelle et constituent un espace de solidarité, de rencontre, d'ouverture réciproque et d'échange d'expériences, d'idées et de conseils, produisant des changements de comportements. Le groupement est beaucoup plus un lieu d'apprentissage qu'un outil d'amélioration de revenus : autonomie d'expression et d'action, développement de la confiance en soi aux niveaux ménage, groupement, village, arrondissement et commune. Il en résulte un processus d'*empowerment*. Il s'agit d'une transformation progressive de la relation sociale entre les femmes et les hommes. Nous concluons que le groupement féminin est un vecteur d'autonomisation des femmes rurales dans les dimensions sociale, culturelle et politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE

ASANO Fumiyo, «Womens Empowerment : A case study of a local womens NGO in Burkina Faso», *Journal of African Studies* [en ligne], 2006, vol.68, pp.65-73 https://www.jstage.jst.go.jp/browse/africa1964/2006/68/_contents/-char/ja/[consulté le 13 septembre 2011].

ASANO Fumiyo, « A Discussion about Issues of “Empowerment” : A Case Study of the Womens Group Activities in a Village in Burkina Faso», *Journal of African Studies* [en ligne], 2008, vol.73, pp.17-29. https://www.jstage.jst.go.jp/browse/africa1964/2008/73/_contents/-char/ja/[consulté le 13 septembre 2011]

ATTANASSO Marie-Odile, «Analyse des déterminants de la pauvreté monétaire des femmes chefs de ménage au Bénin », *Mondes en développement* [en ligne], avril 2004, n° 128, pp.41-63. <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2004-4-page-41.htm> [consulté le 29 août 2011].

BARON Catherine, « Transfert du concept d'économie solidaire en Afrique francophone : paradoxes et atouts », *Revue Tiers Monde* [en ligne], février 2007, n° 190, pp. 325-342. <http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2007-2-p-325.htm> [consulté le 13 septembre 2011]

CHARLIER Sophie, « L'économie solidaire a féminine, quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ? », *Genre et Développement* [en ligne], mai 2005, pp1-10. http://graduateinstitute.ch/webdav/site/genre/shared/Genre_docs/2342_TRavauxEtRecherches/Charlier_Sophie.pdf[consulté le 9 octobre 2011].

CHARMES Jacques, « Activités génératrices de revenus, contraintes d'emploi du temps et participation des femmes : des dynamiques contradictoires (Commentaire) », *Sciences sociales et santé* [en ligne], 2005, vol 23, n°4, pp.71-77 [consulté le 29 août 2011]. Disponible sur : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/sosan_0294-0337_2005_num_23_4_1666

DEFOURNY Jacques, DEVELTERE Patrick et FONTENEAU Bénédicte, *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris, De Boeck Université, 1999, 278 p.

FOURNIER Stéphane, MUCHNIK José et REQUIER-DESJARDINS Denis, « Proximités et efficacité collective: une relation en question. Le cas des filières gari et huile de palme au Bénin » In : *Actes des troisièmes journées de la proximité*, INRA, Université Paris Sud - Orsay, Congrès " proximité et nouvelles croissances des territoires ", Paris, le 12-14 décembre 2001

FROMAGEOT Audrey, PARENT Florence et COPPIETERS Yves, « Femmes, cultures maraîchères et recours aux soins en Afrique de l'Ouest », *Sciences sociales et santé* [en ligne], 2005, vol 23, n°4, pp. 49-70.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/sosan_0294-0337_2005_num_23_4_1665 [consulté le 2 septembre 2011]

KAWANO Yuka, « A Review of the Concepts of Empowerment and Women's Empowerment Project in South Asia », *Josai international review* [en ligne], octobre 2003, vol 9 pp.39-58. http://sucra.saitama-u.ac.jp/modules/xoonips/download.php/JOS-KJ00004422958.pdf?file_id=4776 [consulté le 2 septembre 2011]

LIPIETZ Alain, « Qu'est ce que l'économie sociale et solidaire ? » [en ligne], Intervention aux Etats Généraux de l'Ecologie Politique, Aix-en-Provence, 23 février 2002, 20p. <http://lipietz.net> [consulté le 20 juin 2012].

MENDELL Marguerite, « Empowerment: From Noise to Voice », *Universitas Forum* [en ligne], 2010, vol 2, pp1-13 <http://www.universitasforum.org/index.php/ojs/article/view/50> [consulté le 28 octobre 2011].

PIRAUX Joëlle, « Groupements de femmes rurales au Sénégal. Espaces de liberté ou plateformes pour le changement ? », *Genre et développement*, [en ligne], 2000, n 20, pp.2-16. <http://apad.revues.org/230?&id=230/3> consulté [consulté le 22 octobre 2011].